

# Oui, il s'agit d'un génocide

Le 18 Avril 2024 par Amos Goldberg - Traduit par Sol Salbe, Middle East News Service  
<https://thepalestineproject.medium.com/yes-it-is-genocide-634a07ea27d4>

NB ; Le professeur Goldberg n'a pas encore pu revoir la traduction.

Amos Goldberg est spécialiste de l'Holocauste et des génocides à l'Université hébraïque, son livre *VeZcharta ; And Thou Shalt Remember : Five Critical Readings in Israeli Holocaust Remembrance (Et tu t'en souviendras: cinq lectures critiques de la mémoire israélienne de l'holocauste, NdT)* sera publié par Resling dans les prochaines semaines.



**L'histoire juive sera entachée par ce qu'Israël a fait à Gaza. Ici on voit des Palestiniens après un bombardement à Rafah, avril 2024 (Photo : Abed Rahim Khativ / Flash 90)**

Dans la plupart des cas de génocide, de la Bosnie à la Namibie, du Rwanda à l'Arménie, les auteurs de meurtres ont déclaré qu'ils agissaient en état de légitime défense. Pour Amos Goldberg, spécialiste de l'Holocauste, si ce qui se passe à Gaza ne ressemble pas à l'Holocauste, cela ne veut pas dire qu'il ne s'agit pas d'un génocide.

**Oui, c'est bien un génocide.** C'est tellement difficile et douloureux à admettre, mais pour autant, et en dépit de tous nos efforts pour penser différemment, après six mois de guerre brutale, nous ne pouvons plus nous soustraire à cette conclusion. Désormais, la marque de Caïn apposée sur l'histoire juive pour le «plus horrible des crimes» ne pourra jamais être effacée de son front. C'est ainsi que le jugement de l'histoire la verra pour les générations à venir.

D'un point de vue juridique, on ne sait toujours pas ce que la Cour internationale de justice de La Haye décidera, même si, à la lumière des décisions temporaires qu'elle a prises jusqu'à présent et des rapports de juristes, d'organisations internationales et de journalistes d'investigation de plus en plus nombreux, le chemin à parcourir pour parvenir à un jugement semble assez clair.

Dès le 26 janvier, la CIJ a statué (<https://www.icj-cij.org/sites/default/files/case-related/192/192-20240126-ord-01-00-en.pdf>) à une écrasante majorité (14-2) qu'il se pourrait qu'Israël soit en train de commettre un génocide à Gaza.

Le 28 mars, après qu'Israël a délibérément affamé la population de Gaza, la Cour a rendu de nouvelles ordonnances (<https://www.icj-cij.org/sites/default/files/case-related/192/192-20240328-pre-01-00-en.pdf>) (cette fois par un vote de 15 contre 1, le seul dissident étant le juge israélien Aharon Barak) demandant à Israël de ne pas priver les Palestiniens de leurs droits, qui sont protégés par la convention sur le génocide.

Le rapport (<https://www.ohchr.org/sites/default/files/documents/hrbodies/hrcouncil/sessions-regular/session55/advance-versions/a-hrc-55-73-ouv.pdf>) bien argumenté de Francesca Albanese, rapporteure spéciale des Nations unies sur la situation des droits humains dans les territoires palestiniens occupés arrive à une conclusion un peu plus tranchée et constitue une étape supplémentaire sur la voie de la reconnaissance du fait qu'Israël commet bel et bien un génocide.

Le rapport détaillé et régulièrement actualisé de l'universitaire israélien Lee Mordechai [en Hébreu], qui regroupe des informations sur le niveau de violence israélienne à Gaza, est parvenu à la même conclusion. D'éminents universitaires comme Jeffrey Sachs (<https://youtu.be/krznHlAgwY>), professeur d'économie à l'université de Columbia (et juif ayant une attitude favorable au sionisme traditionnel), que les chefs d'État du monde entier consultent régulièrement sur les questions internationales, parlent du génocide israélien comme un fait acquis.

D'excellents rapports d'enquête tels que ceux [en Hébreu] de Yuval Avraham dans *Local Call*, et plus précisément sa récente enquête (<http://www.aid97400.re/spip.php?article1672>) sur les systèmes d'intelligence artificielle utilisés par l'armée pour sélectionner les cibles et commettre des assassinats, ne font qu'appuyer cette accusation (traduction de l'enquête publiée sur ce site).

Le fait que l'armée ait autorisé, par exemple, le meurtre de 300 innocents et la destruction d'un quartier résidentiel entier pour éliminer un commandant de brigade du Hamas montre que les cibles militaires constituent des cibles quasiment fortuites permettant l'assassinat de civils et que chaque Palestinien de Gaza est une cible à abattre. On est bien ici dans le cadre de la logique d'un génocide.

Oui, je sais, tous ces gens sont des antisémites ou des Juifs qui se haïssent eux-mêmes. Nous seuls, Israéliens, dont les cerveaux sont biberonnés aux annonces du porte-parole de Tsahal et exposés uniquement aux images passées au crible des médias israéliens, pouvons regarder la réalité telle qu'elle est.

Comme si il n'existait pas toute une inépuisable littérature concernant les mécanismes de déni social et culturel propres aux sociétés qui commettent de graves crimes de guerre. Israël constitue véritablement un exemple emblématique de ces sociétés, un exemple qui restera inscrit dans tous les séminaires universitaires du monde traitant de ce sujet.



**Des Palestiniens découvrent la destruction du bâtiment de la famille Gatshan après une frappe israélienne dans le camp de réfugiés de Nuseirat, à Gaza, le 18 décembre 2023. (Adel Hana / Associated Press)**

Il faudra plusieurs années avant que le tribunal de La Haye ne rende son verdict, mais nous ne devons pas considérer cette situation catastrophique sous le seul angle juridique.

Ce qui se passe à Gaza est un génocide parce que le rythme et l'ampleur des meurtres systématiques, des destructions, des expulsions en masse, des déplacements de population, de la famine, des exécutions (<https://www.ohchr.org/en/press-releases/2024/02/israelopt-un-experts-appalled-reported-human-rights-violations-against>), de l'anéantissement total des institutions culturelles et religieuses, de la répression des élites (y compris l'assassinat de journalistes) et de la déshumanisation générale des Palestiniens sont constitutives de la réalité d'un génocide, d'un processus délibéré et réfléchi qui vise à anéantir l'existence des Palestiniens dans la bande de Gaza.

Au sens où nous entendons habituellement ces concepts, la bande de Gaza palestinienne en tant que structure géographique, politique, culturelle et humaine n'existe plus. Un génocide est l'annihilation délibérée d'une collectivité ou d'une partie de celle-ci, et non de tous ses membres. Et c'est ce qui est en cours à Gaza. Il en résulte indubitablement un génocide.

Les multiples discours d'extermination (<https://law4palestine.org/law-for-palestine-releases-database-with-500-instances-of-israeli-incitement-to-genocide-continuously-updated/>) prononcés par de hauts responsables du gouvernement israélien et le ton du discours officiel généralement axé sur l'extermination, ce qui est à juste titre souligné par la chroniqueuse du *Haaretz* Carolina Landsman (<https://www.haaretz.com/opinion/2024-01-05/ty-article-opinion/.premium/dont-blame-the-gatekeepers-for-the-genocide-inciting-extremists-in-israels-government/0000018c-d646-daf6-a5df-d77e470c0000>), indiquent que cette intention était également affichée.

Les Israéliens pensent à tort que pour être considéré comme tel, un génocide doit ressembler à l'Holocauste. Ils imaginent des trains, des chambres à gaz, des fours crématoires, des fosses de mise à mort, des camps de concentration et d'extermination, et la persécution systématique jusqu'à la mort de tous les membres d'un groupe de victimes, jusqu'au dernier.

Or ce n'est pas un scénario de ce type qui est en cours à Gaza. À l'instar de ce qui s'est passé lors de l'Holocauste, la plupart des Israéliens imaginent également que les victimes ne participent pas à des activités violentes ou à des conflits proprement dits et que les meurtriers les exterminent en raison d'une idéologie folle et insensée. Ce n'est pas non plus ce qui se passe à Gaza.



**Une fresque représente la journaliste d'Al Jazeera Shireen abu Akleh, tuée dans la ville de Gaza en mai 2022. Shireen Abu Akleh a été tuée par balle alors qu'elle couvrait un raid israélien en Cisjordanie occupée. (Adel Hana / Associated Press)**

L'attaque brutale du Hamas du 7 octobre est un crime atroce et révoltant. Quelque 1 200 personnes ont été tuées ou assassinées, dont plus de 850 civils israéliens (et étrangers), parmi lesquels de nombreux enfants et personnes âgées, quelque 240 Israéliens vivants ont été enlevés et emmenés à Gaza, et des atrocités telles que des viols ont été commises.

Il s'agit d'un attentat dont les effets traumatiques sont profonds, catastrophiques et pérennes pour de nombreuses années, certainement pour les victimes directes et leur entourage immédiat, mais aussi pour la société israélienne dans son ensemble. Cette attaque a contraint Israël à répondre dans le cadre de la légitime défense.

Cependant, bien que chaque cas de génocide ait un aspect différent, en ce qui concerne l'ampleur et les caractéristiques des meurtres, le dénominateur commun de la plupart d'entre eux est qu'ils ont été perpétrés en vertu d'un authentique sentiment de légitime défense.

Juridiquement, un même événement ne peut être à la fois un acte de légitime défense et un génocide. Ces deux catégories juridiques s'excluent mutuellement. Mais historiquement, la légitime défense n'est pas incompatible avec le génocide, elle en est généralement l'une des causes principales, sinon la principale.

À Srebrenica (pour lequel le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie a établi à deux niveaux différents (<https://news.un.org/en/story/2007/02/210142>) qu'un génocide avait eu lieu en juillet 1995) «seulement» environ 8 000 hommes et jeunes musulmans bosniaques âgés de plus de 16 ans ont été assassinés. Les femmes et les enfants avaient été expulsés plus tôt.

Les forces serbes de Bosnie sont responsables de ces meurtres, leur offensive ayant eu lieu alors qu'une guerre civile sanglante était en cours, au cours de celle-ci les deux parties ont commis des crimes de guerre (bien que les Serbes en aient commis beaucoup plus) et elle a éclaté à la suite d'une décision unilatérale des Croates et des Musulmans de Bosnie de se séparer de la Yougoslavie et d'établir un État bosniaque indépendant, dans lequel les Serbes étaient une minorité.



**Les Palestiniens s'abritent dans une école gérée par l'ONU pour échapper aux frappes israéliennes sur la bande de Gaza, dans le camp de réfugiés de Nuseirat, le 14 octobre 2023 (Hatem Moussa / Associated Press).**

Les Serbes de Bosnie, qui ont un passé sombre de persécutions et de meurtres datant de la Seconde Guerre mondiale, se sont sentis menacés. La complexité du conflit, dans lequel aucune des parties n'était innocente, n'a pas empêché la CPI de reconnaître le massacre de Srebrenica comme un acte de génocide, allant au delà des autres crimes de guerre

commis par les belligérants, puisque ces crimes ne peuvent justifier un génocide.

La Cour a expliqué que les forces serbes ont intentionnellement détruit, par le meurtre, l'expulsion et la destruction, l'existence des populations bosniaques musulmanes à Srebrenica. Aujourd'hui, d'ailleurs, les musulmans bosniaques y vivent à nouveau, et certaines des mosquées qui avaient été détruites ont été restaurées. Mais le génocide continue de hanter les descendants des meurtriers et des victimes.

Le cas du Rwanda est totalement différent. Pendant longtemps, en tant que partie intégrante de la colonisation belge et selon le principe «diviser pour mieux régner», le groupe minoritaire tutsi a gouverné et opprimé le groupe majoritaire hutu. Toutefois, dans les années 1960, la situation s'est inversée et, après avoir obtenu leur indépendance vis-à-vis de la Belgique en 1962, les Hutus ont pris le contrôle du pays et se sont engagés dans une politique d'oppression et de discrimination à l'encontre des Tutsis, cette fois encore avec le soutien des anciennes puissances coloniales.

Peu à peu, cette politique est devenue intolérable et une guerre civile brutale et sanglante a éclaté en 1990, débutant par l'invasion d'une armée tutsie, le Front patriotique rwandais, composée principalement de Tutsis ayant fui le Rwanda après la chute de la domination coloniale. En conséquence, aux yeux du régime hutu, les Tutsis ont été collectivement identifiés à un véritable ennemi militaire.

Pendant la guerre, les deux camps ont commis des crimes graves sur le sol rwandais, ainsi que sur le sol des pays voisins auxquels la guerre s'est étendue. Aucune des deux parties n'était absolument innocente ou absolument mauvaise. La guerre civile a pris fin avec les accords d'Arusha, signés en 1993, qui étaient censés impliquer les Tutsis dans les institutions gouvernementales, l'armée et les structures de l'État.

Mais ces accords ont échoué et, en avril 1994, l'avion du président hutu du Rwanda a été abattu. À ce jour, on ne sait toujours pas qui a abattu l'avion, et l'on pense qu'il s'agissait en fait de combattants hutus. Cependant, les Hutus étaient convaincus que le crime avait été commis par des résistants tutsis, ce qui a été perçu comme une véritable menace pour le pays. Le génocide des Tutsis était en marche. Le génocide a été justifié officiellement par la nécessité d'éliminer une fois pour toutes la menace existentielle que représentaient les Tutsis.

Le cas des Rohingyas, que l'administration Biden a récemment reconnu comme un génocide, est lui aussi très différent. Au départ, après l'indépendance du Myanmar (anciennement Birmanie) en 1948, les Rohingyas musulmans étaient considérés comme des citoyens égaux et faisaient partie de l'entité nationale majoritairement bouddhiste.

Mais au fil des ans, et surtout après l'instauration de la dictature militaire en 1962, le nationalisme birman a été associé à plusieurs groupes ethniques dominants, principalement bouddhistes, dont les Rohingyas ne faisaient pas partie. En 1982 et par la suite, des lois sur la citoyenneté ont été promulguées, privant la plupart des Rohingyas de leur citoyenneté et de leurs droits. Ils étaient considérés comme des étrangers et comme une menace pour l'existence de l'État.

Les Rohingyas, au sein desquels il y avait eu par le passé de petits groupes rebelles, se sont efforcés de ne pas se laisser entraîner dans une résistance violente, mais en 2016, beaucoup ont estimé qu'ils ne pouvaient contrer la perte de leurs droits, la répression, la violence de l'État et de la foule à leur encontre, puis leur expulsion par étapes, et un mouvement rohingya clandestin a attaqué des postes de police du Myanmar.

La réaction a été brutale. Les raids des forces de sécurité du Myanmar ont expulsé la plupart des Rohingyas de leurs villages, nombre d'entre eux ont été massacrés et leurs villages ont été complètement effacés de la carte.

Lorsqu'en mars 2022, Antony Blinken, Secrétaire d'État, a lu, au musée de l'Holocauste à Washington, la déclaration (<https://www.state.gov/secretary-antony-j-blinken-at-the-united-states-holocaust-memorial-museum/>) reconnaissant que ce qui avait été fait aux Rohingyas était un génocide, il a déclaré qu'en 2016 et 2017, environ 850 000 Rohingyas avaient été déportés au Bangladesh et qu'environ 9 000 d'entre eux avaient été assassinés.

Cela suffisait pour reconnaître que le sort réservé aux Rohingyas était le huitième fait du genre que les États-Unis considèrent comme un génocide, en dehors de l'Holocauste. Les Rohingyas nous rappellent ce que nombre de spécialistes des génocides ont établi dans leurs travaux et qui est très pertinent pour le cas de Gaza: un lien entre nettoyage ethnique et génocide.

Il existe un double lien entre ces deux phénomènes, et tous deux sont pertinents dans le contexte de la bande de Gaza, puisque la grande majorité de la population a été expulsée de son lieu de résidence, et que seul le refus de l'Égypte de prendre en charge sur son territoire des milliers de Palestiniens les a empêchés de quitter Gaza.

D'une part, le nettoyage ethnique témoigne de la volonté d'éliminer le groupe ennemi à n'importe quel prix et sans compromis, et ainsi facilement glisser vers un génocide ou en faire partie. D'autre part, le nettoyage ethnique crée généralement des conditions qui permettent ou provoquent (par exemple la maladie et la famine) l'extermination partielle ou complète du groupe de victimes.

The fact that what is happening in  
Gaza doesn't resemble the Holocaust,  
it does not mean it's not genocide

“Yes, it is  
genocide

כן, זה רצח עם

Amos Goldberg

Holocaust and genocide researcher  
at the Hebrew University, Jerusalem



The Palestine Project

*Oui c'est un génocide*

Dans le cas de Gaza, les «zones de sécurité» sont souvent devenues des pièges mortels et des zones d'extermination

délibérée, et dans ces zones refuges, Israël affame volontairement la population. C'est la raison pour laquelle de nombreux commentateurs (<https://www.jeffsachs.org/interviewsandmedia/9ymgbc9ee8f45tncxdwbgxepzgm8>) estiment (<https://www.latimes.com/opinion/story/2024-01-02/israel-gaza-west-bank-settlements-facts-on-the-ground>) que l'objectif des combats à Gaza est un nettoyage ethnique (<https://www.youtube.com/watch?v=3VpWvq1wd20>).

Le génocide des Arméniens pendant la Première Guerre mondiale s'inscrivait également dans un contexte précis. Pendant les années de déclin de l'Empire ottoman, les Arméniens avaient développé leur propre identité nationale et demandé l'autodétermination.

Leur caractère religieux et ethnique distinct, ainsi que leur implantation stratégique à la frontière entre les empires ottoman et russe, en avaient fait une population considérée comme dangereuse par les autorités ottomanes. D'horribles flambées de violence à l'encontre des Arméniens ont eu lieu dès la fin du XIXe siècle, ce qui explique que certains Arméniens aient éprouvé de la sympathie pour les Russes et les aient vus comme des libérateurs potentiels.

De petits groupes arméno-russes ont même collaboré avec l'armée russe contre les Turcs, appelant leurs frères de l'autre côté de la frontière à se joindre à eux, ce qui a renforcé le sentiment d'une menace existentielle aux yeux du régime ottoman. Cette sensation de danger, qui s'est développée en pleine crise de l'empire, a été un facteur important dans le déclenchement du génocide arménien, lequel avait également entamé un processus d'expulsion.

Le premier génocide du vingtième siècle a également été perpétré sur la base d'un concept d'autodéfense par les colons allemands contre les Herero et les Nama dans le sud-ouest de l'Afrique (actuelle Namibie). En raison de la répression sévère exercée par les colons allemands, les habitants de la région se sont rebellés et, lors d'une attaque brutale, ont assassiné quelque 123 hommes non armés (peut-être plus).

Le sentiment de menace au sein de la petite communauté de colons, qui ne comptait que quelques milliers de personnes, était réel, et l'Allemagne craignait d'avoir perdu son pouvoir de dissuasion vis-à-vis des autochtones. La réponse a été fonction de la menace perçue.

L'Allemagne a envoyé une armée dirigée par un commandant déchaîné et, là aussi, par sentiment d'autodéfense, la plupart de ces tribus ont été assassinées entre 1904 et 1908 ; certaines par meurtre direct, d'autres soumises à la famine et à la soif imposées par les Allemands (à nouveau par déportation, cette fois vers le désert d'Omaka) et d'autres encore dans des camps d'internement et de travail cruels.

Des processus similaires ont eu lieu lors de l'expulsion et de l'extermination des peuples indigènes en Amérique du Nord, en particulier au cours du 19e siècle. Dans tous ces cas, les auteurs de génocides ressentaient une menace existentielle, plus ou moins justifiée, et le génocide venait y répondre. La destruction du groupe des victimes était le fruit non pas de la légitime défense, mais bien du mobile de la légitime défense.

En 2011, j'ai publié un court article [en Hébreu] dans *Haaretz* sur le génocide en Afrique du Sud-Ouest, concluant par les mots suivants: «Nous pouvons apprendre du génocide des Herero et des Nama comment la domination coloniale, basée sur un sentiment de supériorité culturelle et raciale, peut dégénérer, face à une rébellion locale, en crimes horribles tels que l'expulsion de masse, le nettoyage ethnique et le génocide. L'exemple de la rébellion des Herero devrait être un signal d'alarme particulièrement terrifiant ici en Israël, dont l'histoire a déjà connu une Nakba».